

## Avant-projet des ouvrages de délestage du Canal de la Bourne

### Note d'analyse foncière

#### CONSULTING

SAFEGE  
Universaône  
18 rue Félix Mangini  
69009 LYON

Agence Rhône Alpes

SAFEGE SAS - SIÈGE SOCIAL  
Parc de l'île - 15/27 rue du Port  
92022 NANTERRE CEDEX  
[www.safège.com](http://www.safège.com)

Version : 2

Date : 20/04/2020

Rédacteur : Renaud DUMAY

Visa : Vincent JOUVE



**Numéro du projet : 18CRA226**

**Intitulé du projet : Avant-projet des ouvrages de délestage du Canal de la Bourne**

**Intitulé du document : Note d'analyse foncière**

<b>Version</b>	<b>Rédacteur</b> NOM / Prénom	<b>Vérificateur</b> NOM / Prénom	<b>Date d'envoi</b> JJ/MM/AA	<b>COMMENTAIRES</b> Documents de référence / Description des modifications essentielles
<b>1</b>	DUMAY Renaud	JOUE Vincent	08/04/2020	Version initiale
<b>2</b>	DUMAY Renaud	JOUE Vincent	20/04/2020	Version amendée avec prise en compte du déversoir du Mas à la sortie du tunnel des Falaises

# Sommaire

1.....	Préambule.....	3
2.....	Inventaire des parcelles concernées par le projet.....	7
2.1	Délestage du Tarze sur la commune d'Auberives-en-Royans.....	7
2.2	Délestage de la Bourne sur la commune de Saint Just-de-Claix .....	9
2.3	Surverse en amont du tunnel du Servant sur la commune d'Auberives-en-Royans .....	13
2.4	Surverse en aval du tunnel Odier sur la commune de Saint Just-de-Claix....	16
2.5	Déversoir du Mas à l'aval du tunnel des Falaises sur la commune d'Auberives-en-Royans .....	20
3.....	Solutions à mettre en œuvre relatives à la maîtrise foncière ..	23
3.1	Ouvrages de délestage .....	23
3.2	Ouvrages de surverse .....	23
3.3	Déversoirs .....	24
4.....	Servitude PM4 : Servitudes relatives aux zones de rétention d'eau, aux zones de mobilité des cours d'eau et aux zones dites stratégiques pour la gestion de l'eau .....	26
4.1	Définition .....	26
4.2	Contexte réglementaire.....	27
4.3	Autorisation de mettre en œuvre la servitude .....	27
4.4	Procédure d'instauration .....	27

## Tables des illustrations

Figure 1 : Localisation géographique des sites pressentis (Source : Géoportail) .....	6
Figure 2 : Vue en plan de l'ouvrage (Source : AVP) .....	7
Figure 3 : Extrait du plan cadastral (Source : Cadastre.gouv.fr) .....	8
Figure 4 : Extrait du plan de photo aérienne (Source : Géoportail) .....	9
Figure 5 : Vue en plan de l'ouvrage (Source : AVP) .....	10
Figure 6 : Extrait du zonage réglementaire du PLU en vigueur (Source : Géoportail de l'Urbanisme).....	11
Figure 7 : Extrait du plan cadastral (Source : Cadastre.gouv.fr) .....	12
Figure 8 : Extrait du plan de photo aérienne (Source : Géoportail) .....	13
Figure 9 : Vue aérienne et modélisation des écoulements dans la zone de surverse en amont du tunnel du Servant ..	14
Figure 10 : Extrait du plan cadastral (Source : Cadastre.gouv.fr) .....	15
Figure 11 : Extrait du plan de photo aérienne (Source : Géoportail) .....	16
Figure 12 : Vue aérienne et modélisation des écoulements dans la zone de surverse en aval du tunnel Odier .....	17
Figure 13 : Extrait du zonage réglementaire du PLU en vigueur (Source : Géoportail de l'Urbanisme).....	18
Figure 14 : Extrait du plan cadastral (Source : Cadastre.gouv.fr) .....	19
Figure 15 : Extrait du plan de photo aérienne (Source : Géoportail) .....	20
Figure 16 : Vue aérienne du déversoir du Mas à l'aval immédiat du tunnel des Falaises.....	20
Figure 17 : Extrait du plan cadastral (Source : Cadastre.gouv.fr) .....	21
Figure 18 : Extrait du plan de photo aérienne (Source : Géoportail) .....	22

## Table des tableaux

Tableau 1 : Caractéristiques de l'ouvrage de délestage du Tarze .....	7
Tableau 2 : Caractéristiques de l'ouvrage de délestage de la Bourne .....	9
Tableau 3 : Caractéristiques de la surverse en amont du tunnel du Servant .....	13
Tableau 4 : Caractéristiques de la surverse en aval du tunnel Odier .....	16

## 1 PREAMBULE

Dans le cadre du décret n°2007-1735 du 11 décembre 2007 et l'arrêté ministériel du 29 février 2008, fixant les prescriptions relatives à la sécurité et sûreté des ouvrages hydrauliques, le Syndicat d'Irrigation Drômois, a confié à la Société du Canal de Provence (pour la période 2011 – 2016) et à la société SAFEGE (pour la période 2017- 2022), la réalisation de plusieurs études réglementaires (diagnostic initial de sûreté, VTA, consignes écrites, ...).

Le diagnostic de sûreté, mené en 2012, a permis de dresser un état des lieux du canal de la Bourne. Ce diagnostic révèle un ouvrage ancien qui, malgré une surveillance continue des agents d'exploitation, nécessite des travaux de confortement. Le diagnostic met également en évidence la nécessité de réaliser une étude hydraulique spécifique, visant à ouvrir des axes de réflexion quant à la politique d'aménagement à suivre, et les travaux assurant la sécurisation du canal.

Une étude de modélisation du fonctionnement du canal de la Bourne a permis de mieux appréhender le fonctionnement hydraulique du canal en l'état actuel (entre la prise d'eau et l'aqueduc de Saint-Nazaire). Les modélisations réalisées mettent en évidence que la capacité maximale du canal, avant débordement, est de l'ordre 6,1 m<sup>3</sup>/s, ce qui correspond aux constatations faites sur site : début de débordement du canal pour un débit de à 6,25 m<sup>3</sup>/s (Valeur est nettement inférieure à l'autorisation de prélèvement de 1874 : 7 m<sup>3</sup>/s).

Les tronçons identifiés comme limitant par la modélisation corroborent les observations faites sur le terrain par l'exploitant. Il s'agit :

- De deux zones sensibles car urbanisées :
  - ▷ Traversée d'Auberives,
  - ▷ Lieu-dit Clairivaux.
- De deux zones situées en amont de tunnels et / ou d'aqueducs :
  - ▷ En amont du tunnel de Barmier,
  - ▷ En amont de l'aqueduc de Saint Nazaire.
- De plusieurs zones localisées, en aval du tunnel des Falaises, au niveau du pont du Falconnet.

Une étude de faisabilité (SCP, mai 2014) a permis de définir les ouvrages de délestage nécessaires à la sécurisation du fonctionnement du canal de la Bourne.

Ces études ont permis au S.I.D. de définir une stratégie d'aménagement afin de sécuriser le fonctionnement du canal de la Bourne, en cas d'apports d'eaux pluviales excessifs ou d'incidents sur le canal (obstacles), le fonctionnement du canal sans diminuer la capacité de celui-ci :

- L'aménagement de la prise d'eau
- La création de 2 ouvrages de décharge et de rehausses
- La création d'ouvrages de débordement
- La gestion des ouvrages de franchissement du canal
- La limitation des apports pluviaux dans le canal
- La prévention des risques.

La présente note d'analyse foncière s'attache à présenter un inventaire des parcelles concernées par le projet d'aménagement ainsi qu'une liste et descriptif des outils juridiques à disposition du SID pour l'exploitation des ouvrages retenus en phase AVP et rappelés ci-dessous :

○ **Ouvrages de délestage :**

- Délestage du Tarze sur la commune d'Auberives en Royans (entre les PK 3443 et 3445) ;
- Délestage de la Bourne sur la commune de Saint Just-de-Claix (entre les PK 8038 et 8076, en amont immédiat de l'aqueduc de Saint-Nazaire).

○ **Ouvrages de surverse :**

- Surverse en amont du tunnel du Servant sur la commune d'Auberives en Royans (entre les PK 2079 et 2103) ;
- Surverse en aval du tunnel Odier sur la commune de Saint Just-de-Claix (entre les PK 6147 et 6172).

La carte présentée ci-après localise les sites concernés pour la création des ouvrages susmentionnés.



## Note d'analyse foncière

Avant-projet des ouvrages de délestage du Canal de la Bourne





## Note d'analyse foncière

Avant-projet des ouvrages de délestage du Canal de la Bourne

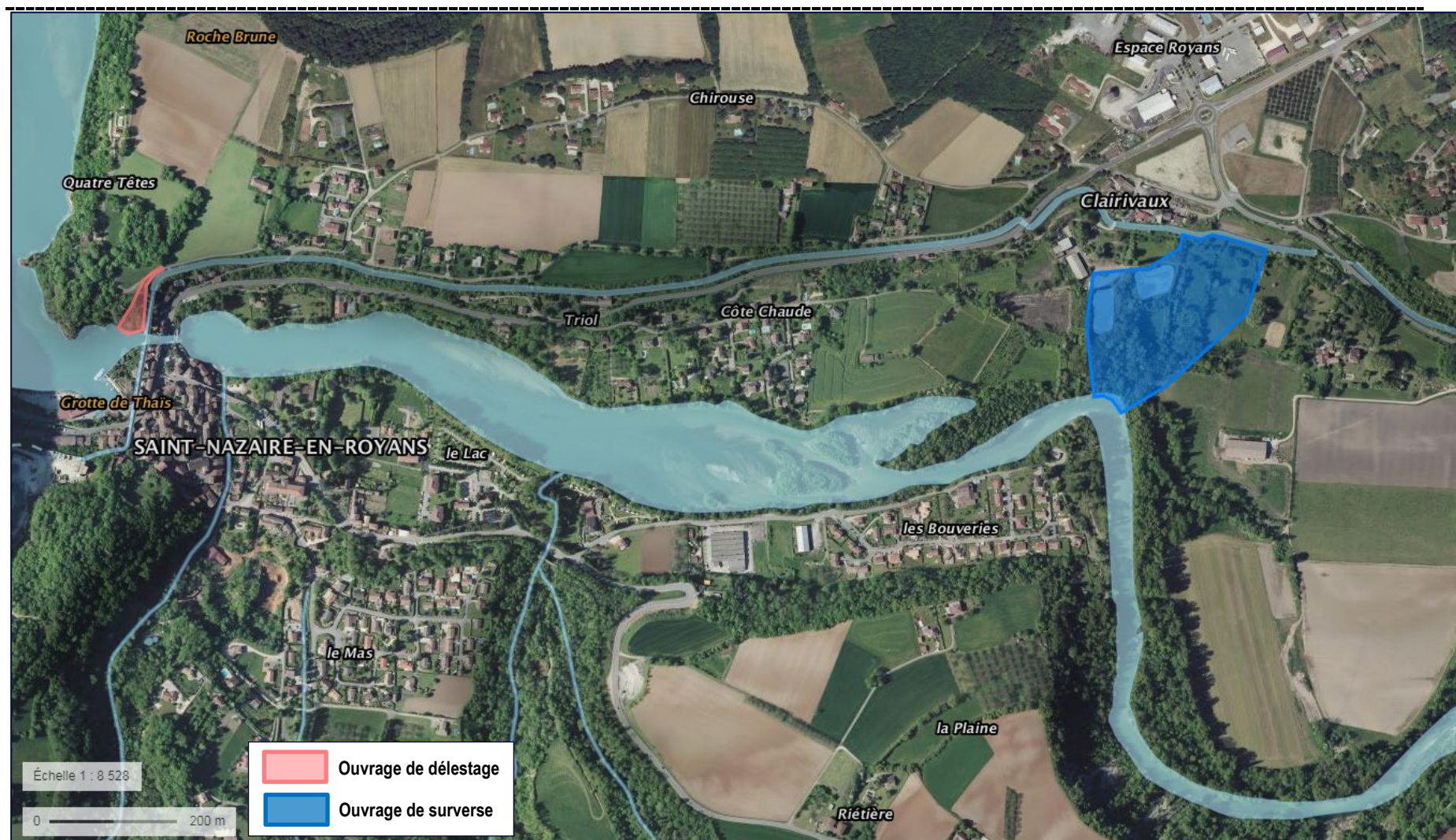


Figure 1 : Localisation géographique des sites pressentis (Source : Géoportail)

2 **INVENTAIRE DES PARCELLES CONCERNEES PAR LE PROJET**

2.1 **Délestage du Tarze sur la commune d'Auberives-en-Royans**

L'ouvrage de délestage du Tarze est situé entre les PK 3443 et 3445. Ses caractéristiques sont rassemblées dans le tableau ci-dessous :

Tableau 1 : Caractéristiques de l'ouvrage de délestage du Tarze

Délestage du Tarze	
Localisation	En amont de l'aqueduc du Tarze, en RD du canal
PK canal	3443 à 3445
Dimensions	Ouverture de 0.75 par 1.5 m
Côte du radier	191.96 mNGF
Débit évacué	6 m³/s
Rejet au Tarze	Chenal d'évacuation en gabions en marches d'escaliers

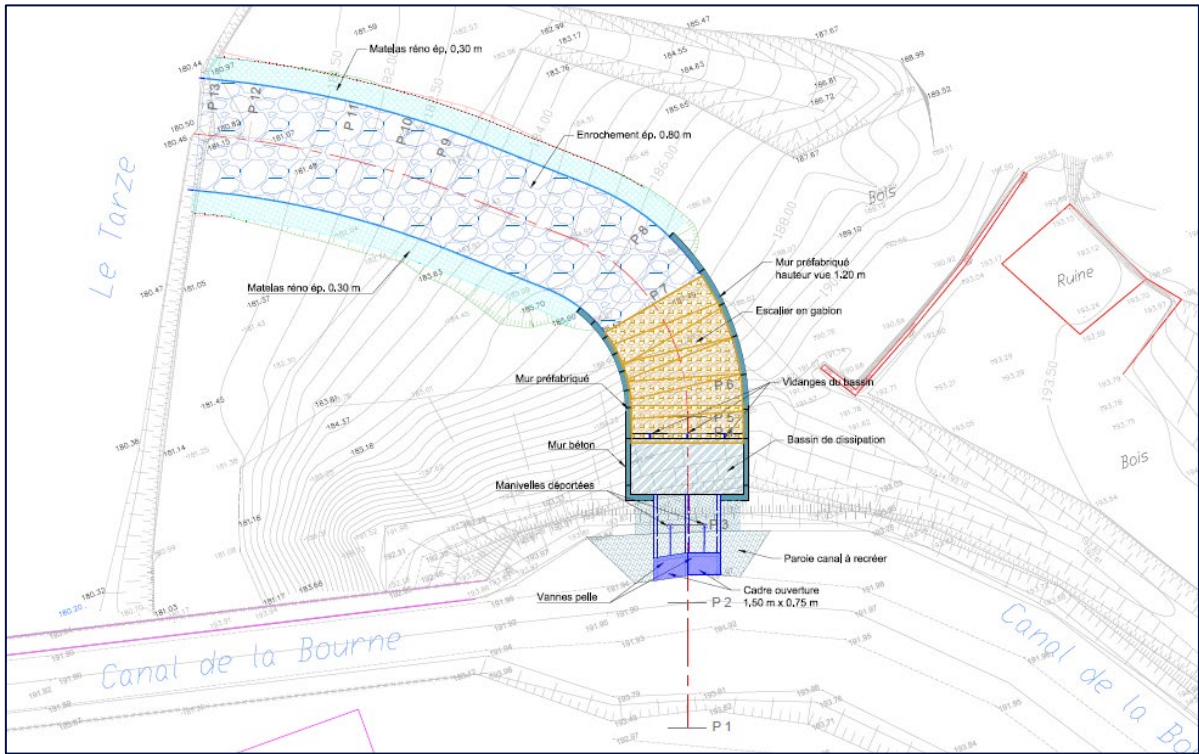


Figure 2 : Vue en plan de l'ouvrage (Source : AVP)

La liste des parcelles concernées par le projet d'aménagement sont précisées dans le tableau ci-dessous.

Commune	Références cadastrales	Occupation du sol	Zonage CC / POS /PLU
---------	------------------------	-------------------	----------------------



## Note d'analyse foncière

Avant-projet des ouvrages de délestage du Canal de la Bourne

	Section	Numéro		
Auberives-en-Royans	OA	34	Milieu Boisé	Carte communale Aucune servitude

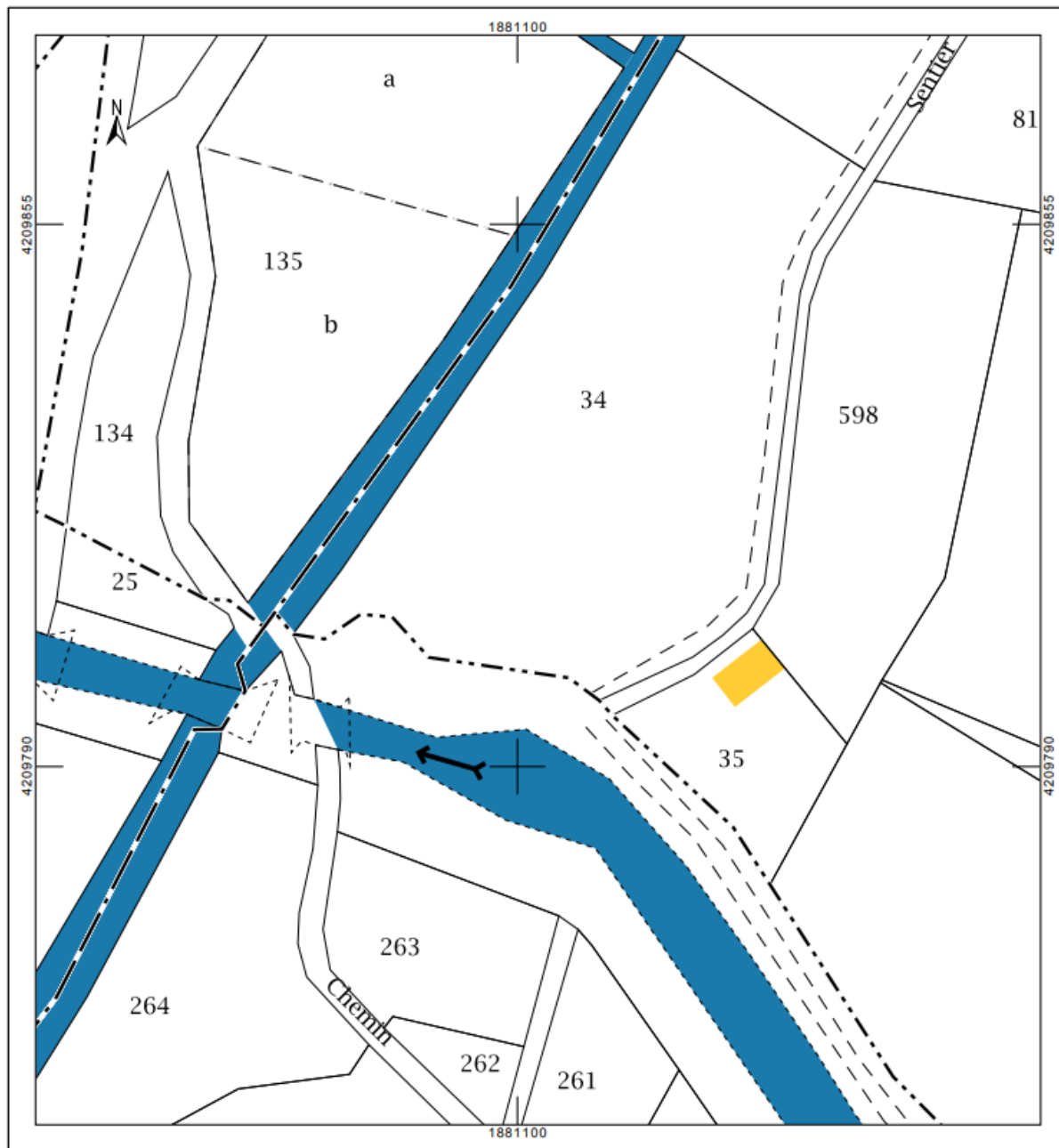


Figure 3 : Extrait du plan cadastral (Source : Cadastre.gouv.fr)

## Note d'analyse foncière

### Avant-projet des ouvrages de délestage du Canal de la Bourne



Figure 4 : Extrait du plan de photo aérienne (Source : Géoportail)

## 2.2 Délestage de la Bourne sur la commune de Saint Just-de-Claix

L'ouvrage de délestage de la Bourne est compris entre les PK 8038 et 8076, en amont immédiat de l'aqueduc de Saint-Nazaire.

Les caractéristiques de l'ouvrage de délestage de la Bourne sont rassemblées dans le tableau ci-dessous :

Tableau 2 : Caractéristiques de l'ouvrage de délestage de la Bourne

Délestage de la Bourne	
Localisation	En amont de l'aqueduc de Saint Nazaire, en RD du canal
PK canal	8038 à 8076
Dimensions	2 buses de DN 1200 mm
Côte du radier	190.61 mNGF
Débit évacué	6 à 6.5 m3/s
Rejet à la Bourne	2 canalisations de 108ml conduisant à un bassin de dissipation cerné d'un merlon en terre avant surverse au niveau de la falaise

## Note d'analyse foncière

### Avant-projet des ouvrages de délestage du Canal de la Bourne

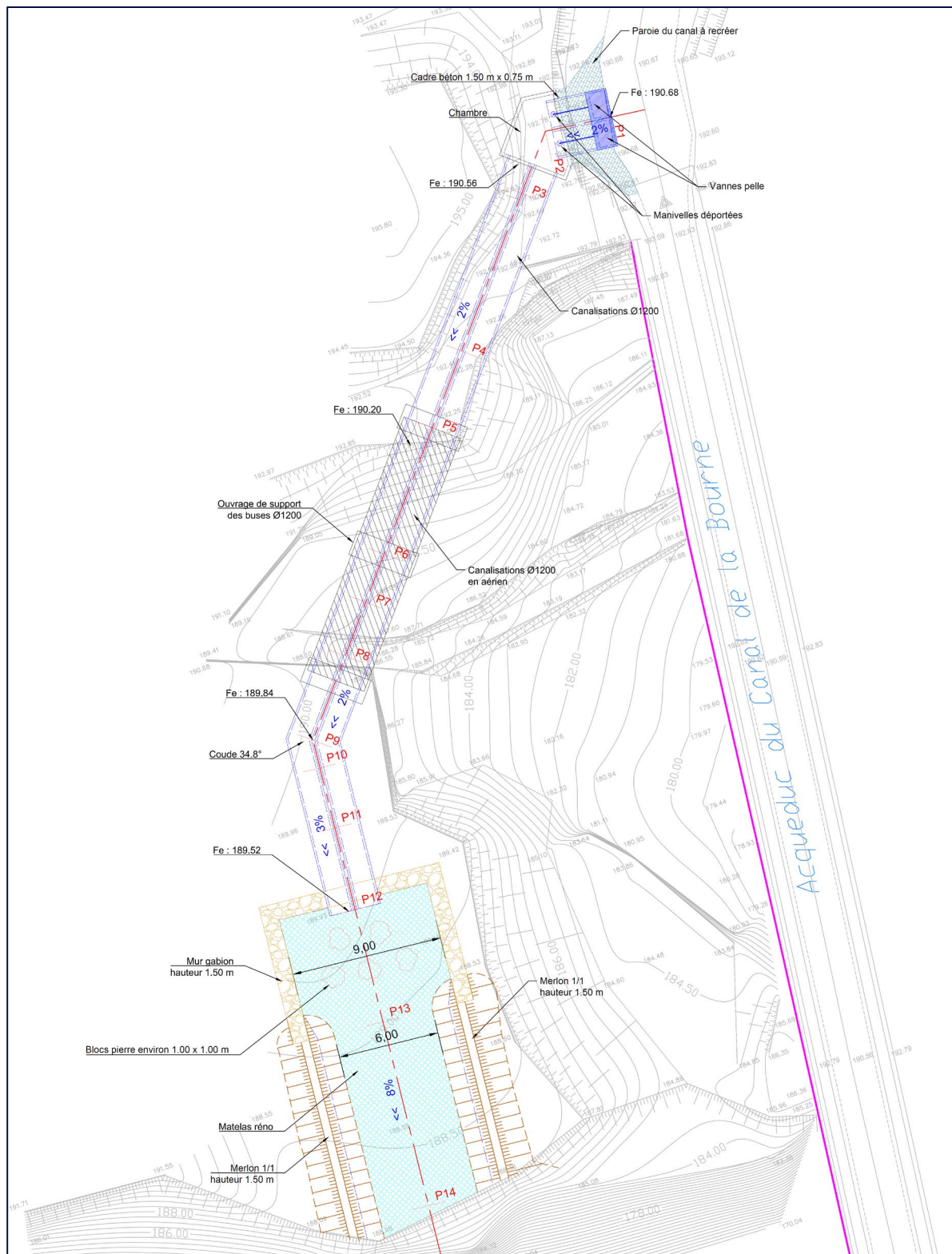


Figure 5 : Vue en plan de l'ouvrage (Source : AVP)

La liste des parcelles concernées par le projet d'aménagement sont précisées dans le tableau ci-dessous.



## Note d'analyse foncière

Avant-projet des ouvrages de délestage du Canal de la Bourne

Commune	Références cadastrales		Occupation du sol	Zonage CC / POS /PLU & Servitudes
	Section	Numéro		
Saint Just-de-Claix	ZI	196	Boisé	Zone N* Zone de bruit au titre de l'article L.571-10 du code de l'environnement
Saint Just-de-Claix	ZI	197a	Boisé - Falaise	Zone N Zone Np Zone de bruit au titre de l'article L.571-10 du code de l'environnement
Saint Just-de-Claix	ZI	197b	Boisé - Falaise	Zone N Zone Np Zone de bruit au titre de l'article L.571-10 du code de l'environnement

Zone N : La zone N correspond aux secteurs naturels et forestiers de la commune.

Zone Np : La zone Np correspond aux secteurs naturels protégés en raison de la qualité de biotope du site. Il s'agit de milieux naturels identifiés et/ou protégé : Zone Natura 2000, Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique de type I, Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique de type II, zones humides.



Figure 6 : Extrait du zonage réglementaire du PLU en vigueur (Source : Géoportail de l'Urbanisme)

## Note d'analyse foncière

Avant-projet des ouvrages de délestage du Canal de la Bourne

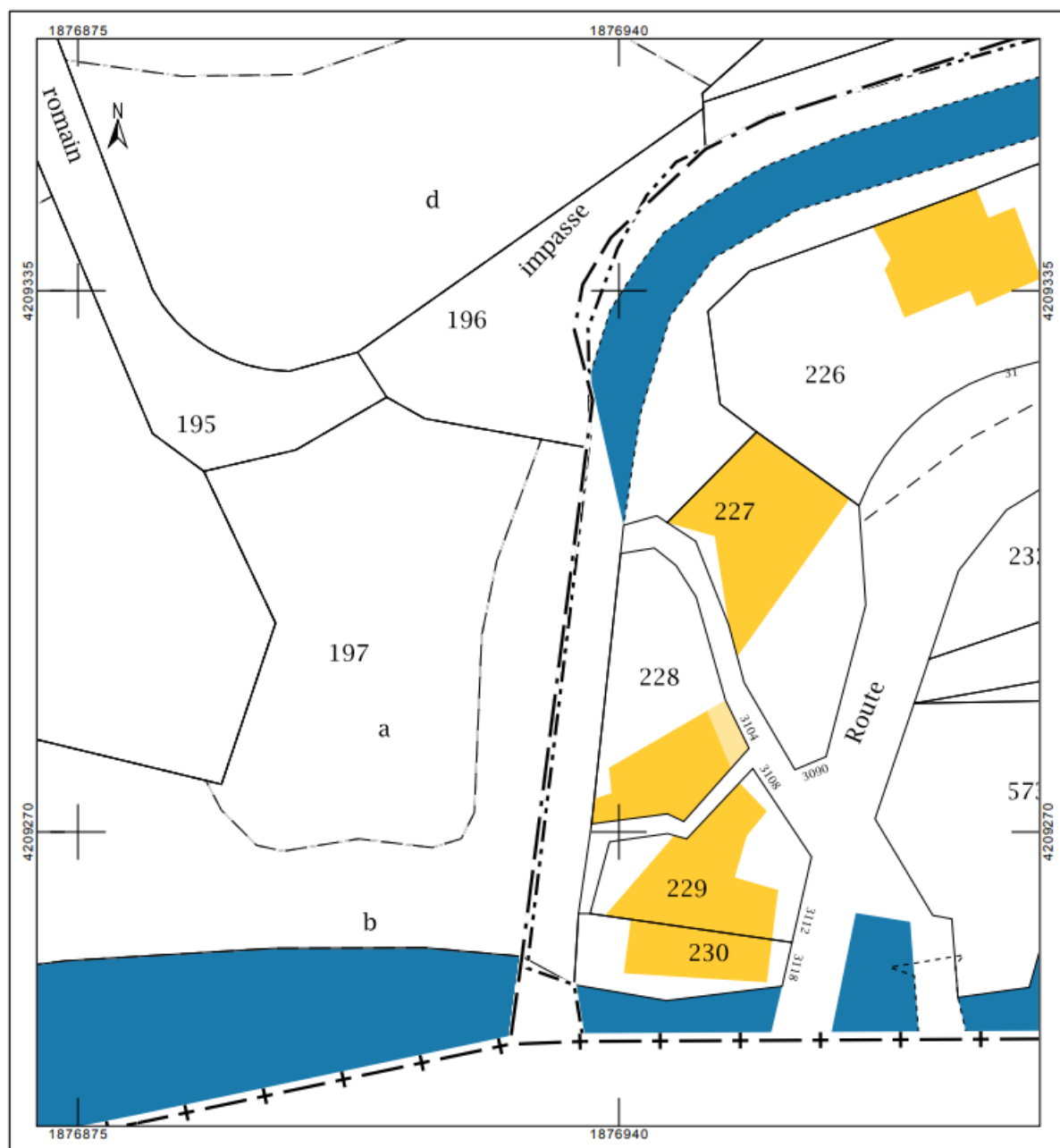


Figure 7 : Extrait du plan cadastral (Source : Cadastre.gouv.fr)



Figure 8 : Extrait du plan de photo aérienne (Source : Géoportail)

## 2.3 Surverse en amont du tunnel du Servant sur la commune d'Auberives-en-Royans

L'ouvrage de surverse en amont du tunnel du Servant est situé entre les PK 2079 et 2103.

Les caractéristiques de la surverse sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Tableau 3 : Caractéristiques de la surverse en amont du tunnel du Servant

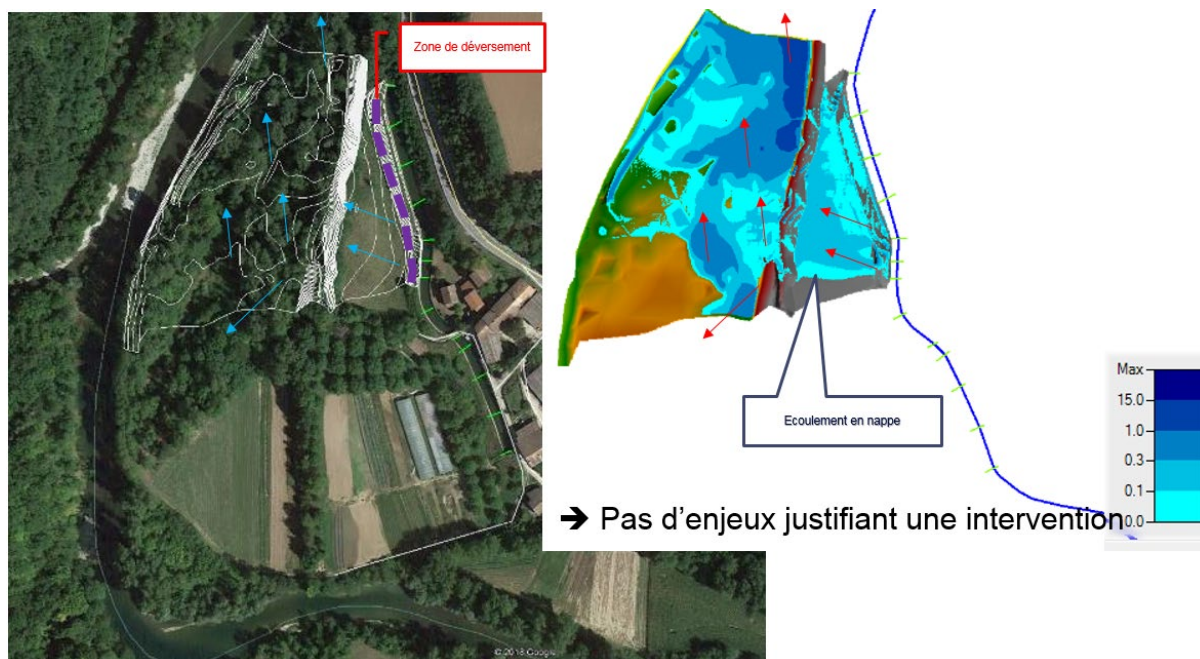
Surverse en amont du tunnel du Servant	
Longueur de la zone déversante	95 m
Débit transitant par la surverse	5.9 m <sup>3</sup> /s
Hauteur de la lame d'eau	15 cm
Réhausse de la ligne d'eau en amont	5 à 20 cm
PK canal	2079 à 2103



## Note d'analyse foncière

### Avant-projet des ouvrages de délestage du Canal de la Bourne

La zone de surverse et les écoulements sont illustrés ci-dessous :



**Figure 9 : Vue aérienne et modélisation des écoulements dans la zone de surverse en amont du tunnel du Servant**

La liste des parcelles concernées par le déversement des eaux issues de la surverse susmentionnée sont précisées dans le tableau ci-dessous.

Commune	Références cadastrales		Occupation du sol	Zonage CC / POS /PLU & Servitudes
	Section	Numéro		
Auberives-en Royan	OA	439	Canal	Carte communale Aucune servitude
Auberives-en Royan	OA	441	Boisé	
Auberives-en Royan	OA	442	Prairie - Boisé	
Auberives-en Royan	OA	443	Boisé	
Auberives-en Royan	OA	444	Boisé	
Auberives-en Royan	OA	445	Boisé	
Auberives-en Royan	OA	446 (Nord-Ouest)	Boisé	

## Note d'analyse foncière

Avant-projet des ouvrages de délestage du Canal de la Bourne

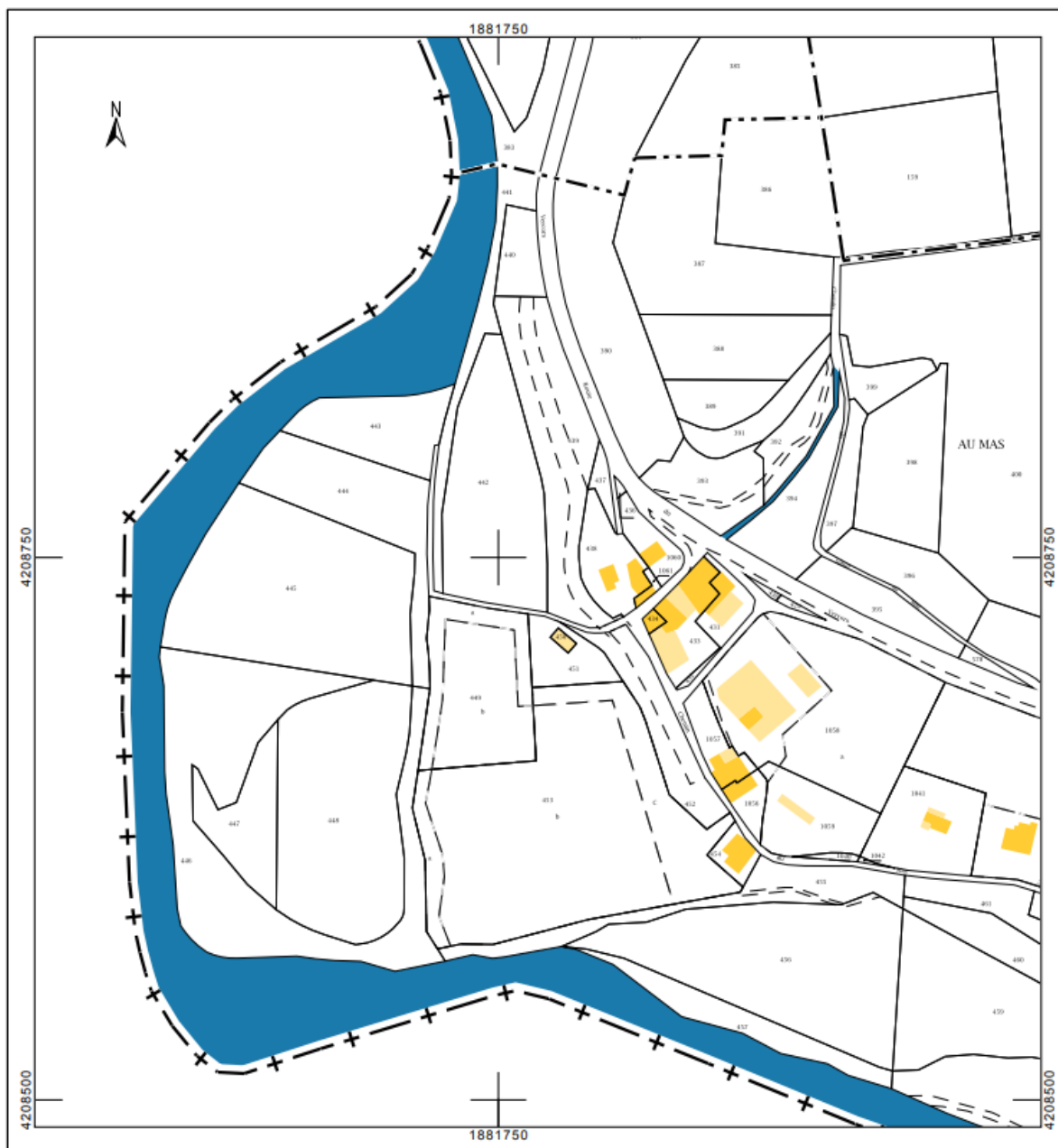


Figure 10 : Extrait du plan cadastral (Source : Cadastre.gouv.fr)



## Note d'analyse foncière

### Avant-projet des ouvrages de délestage du Canal de la Bourne



Figure 11 : Extrait du plan de photo aérienne (Source : Géoportail)

## 2.4 Surverse en aval du tunnel Odier sur la commune de Saint Just-de-Claix

L'ouvrage de surverse en aval du tunnel Odier est situé entre les PK 6147 et 6172.

Les caractéristiques de la zone de surverse sont rassemblées dans le tableau ci-dessous :

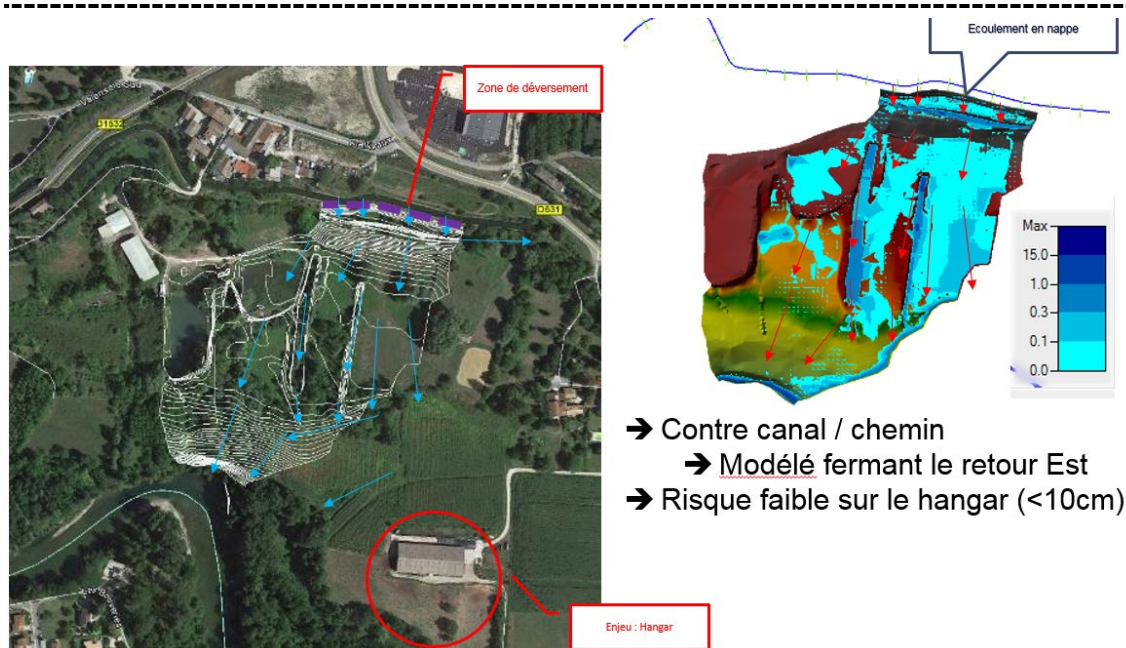
Tableau 4 : Caractéristiques de la surverse en aval du tunnel Odier

Surverse en aval du tunnel Odier	
Longueur de la zone déversante	130 m
Débit transitant par la surverse	4.5 m <sup>3</sup> /s
Hauteur de la lame d'eau	10 cm
Réhausse de la ligne d'eau en amont	15 cm
PK canal	6147 à 6172

La zone de surverse et les écoulements sont illustrés ci-dessous :

## Note d'analyse foncière

### Avant-projet des ouvrages de délestage du Canal de la Bourne



**Figure 12 : Vue aérienne et modélisation des écoulements dans la zone de surverse en aval du tunnel Odier**

La liste des parcelles concernées par le déversement des eaux issues de la surverse susmentionnée sont précisées dans le tableau ci-dessous.

Commune	Références cadastrales		Occupation du sol	Zonage CC / POS /PLU & Servitudes
	Section	Numéro		
Saint-Just-de-Claix	OD	309	Boisé	Zone Np Zone humide à protéger au titre de l'article L.151-23 du code de l'environnement Secteur concerné par la présence de risques naturels au titre de l'article R.123-11b du code de l'urbanisme
Saint-Just-de-Claix	OD	310	Boisé	Zone N Zone Np Zone humide à protéger au titre de l'article L.151-23 du code de l'environnement Secteur concerné par la présence de risques naturels au titre de l'article R.123-11b du code de l'urbanisme
Saint-Just-de-Claix	OD	311	Boisé	Zone N
Saint-Just-de-Claix	OD	312	Boisé + Plan d'eau	
Saint-Just-de-Claix	OD	313		
Saint-Just-de-Claix	OD	314	Boisé	
Saint-Just-de-Claix	OD	315	Urbanisé à l'ouest	Zone A Zone N
Saint-Just-de-Claix	OD	318	Prairie + Plan d'eau	
Saint-Just-de-Claix	OD	319		

## Note d'analyse foncière

Avant-projet des ouvrages de délestage du Canal de la Bourne

Saint-Just-de-Claix	OD	320	Prairie - Boisé	
Saint-Just-de-Claix	OD	321	Prairie	Zone A
Saint-Just-de-Claix	OD	322	Prairie	
Saint-Just-de-Claix	OD	323	Prairie	
Saint-Just-de-Claix	OD	325	Boisé	
Saint-Just-de-Claix	OD	326	Canal	
Saint-Just-de-Claix	OD	550 (Ouest)	Agricole - Boisé	
Saint-Just-de-Claix	OD	659 (Nord)	Boisé	Zone N Zone Np Zone humide à protéger au titre de l'article L.151-23 du code de l'environnement Secteur concerné par la présence de risques naturels au titre de l'article R.123-11b du code de l'urbanisme
Saint-Just-de-Claix	OD	901 (Nord-Ouest)	Agricole - Boisé	

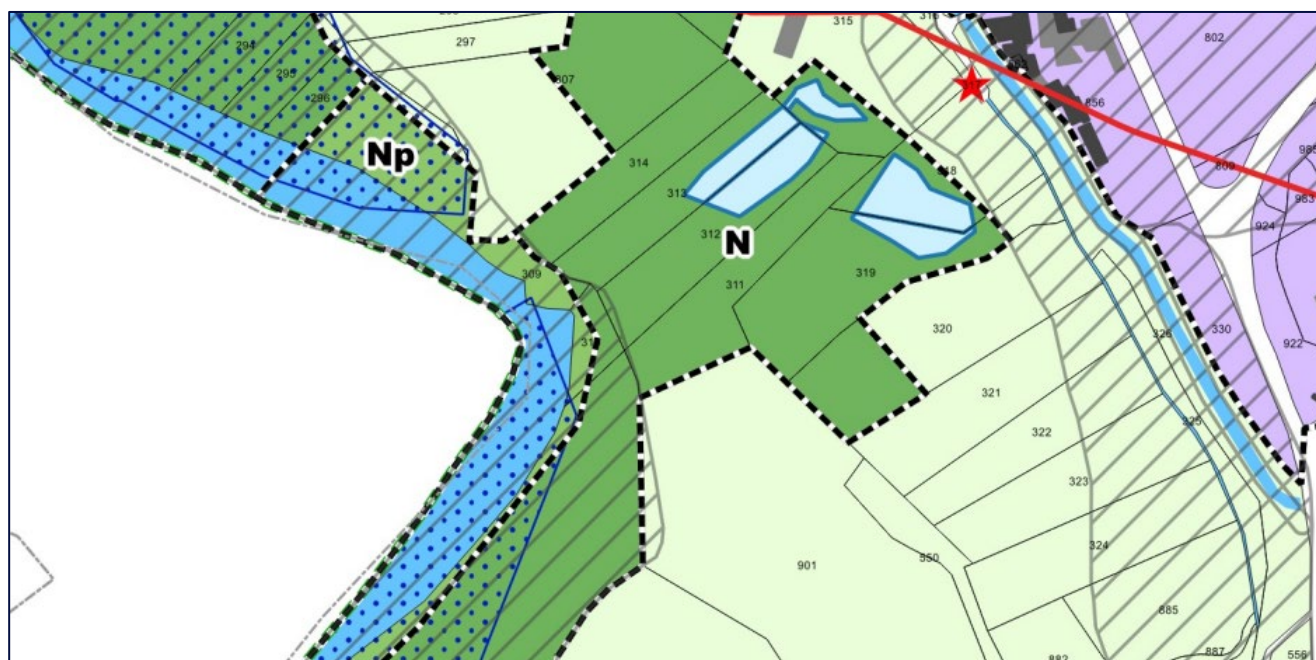


Figure 13 : Extrait du zonage réglementaire du PLU en vigueur (Source : Géoportail de l'Urbanisme)



## Note d'analyse foncière

Avant-projet des ouvrages de délestage du Canal de la Bourne

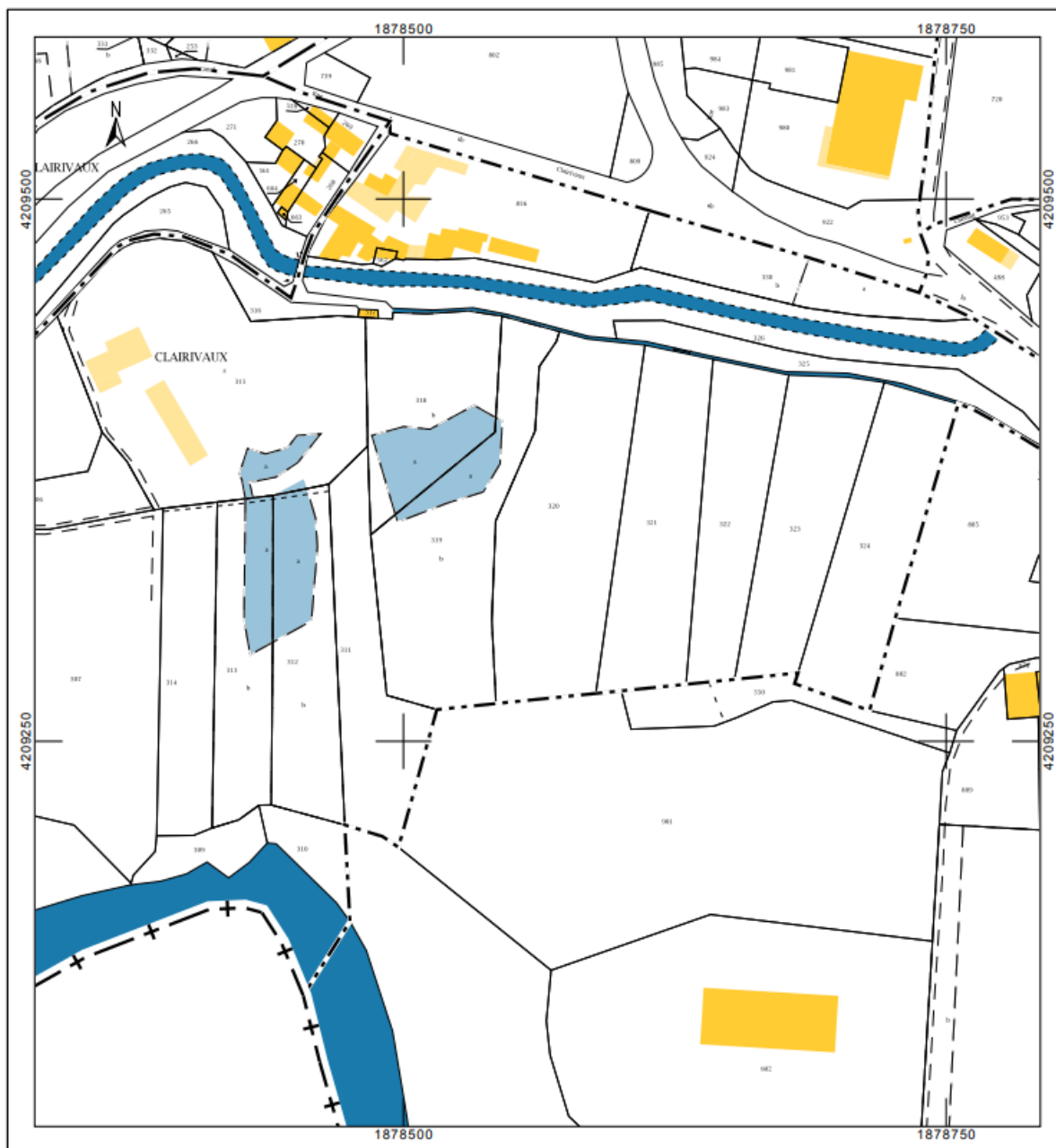


Figure 14 : Extrait du plan cadastral (Source : Cadastre.gouv.fr)

## Note d'analyse foncière

Avant-projet des ouvrages de délestage du Canal de la Bourne



Figure 15 : Extrait du plan de photo aérienne (Source : Géoportail)

### 2.5 Déversoir du Mas à l'aval du tunnel des Falaises sur la commune d'Auberives-en-Royans

Le déversoir situé en rive gauche, en aval immédiat du tunnel des Falaises est situé entre les PK 1048 et 1150.

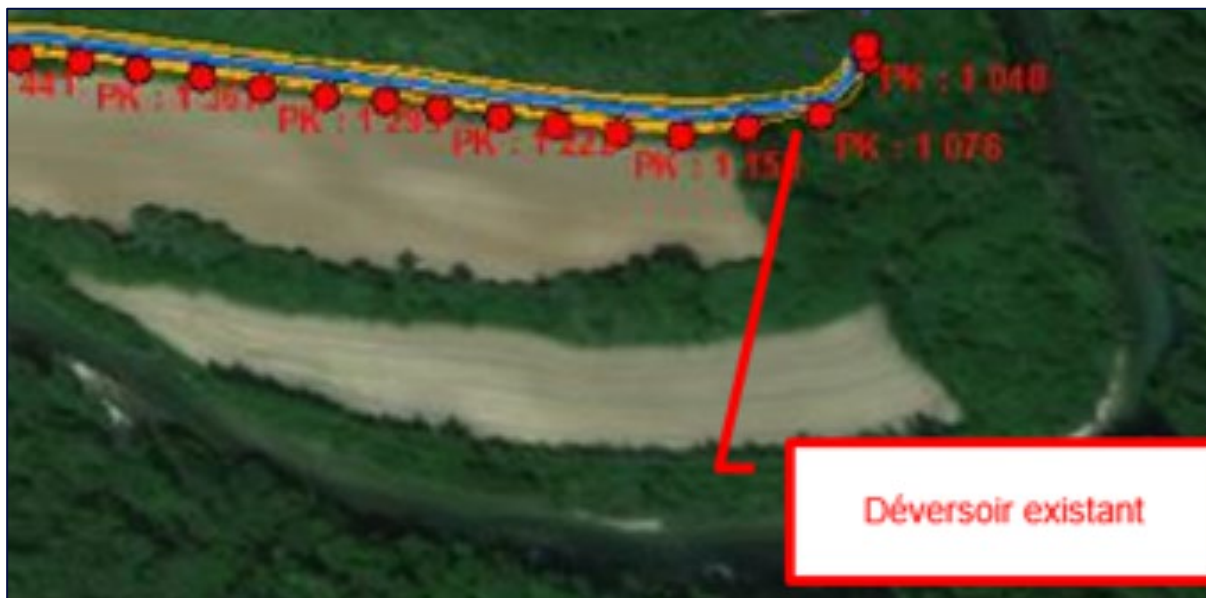


Figure 16 : Vue aérienne du déversoir du Mas à l'aval immédiat du tunnel des Falaises

La liste des parcelles concernées par le déversement des eaux issues du déversoir susmentionné sont précisées dans le tableau ci-dessous.



## Note d'analyse foncière

Avant-projet des ouvrages de délestage du Canal de la Bourne

Commune	Références cadastrales		Occupation du sol	Zonage CC / POS /PLU & Servitudes
	Section	Numéro		
Auberives-en-Royan	OA	482	Canal	Carte communale - Aucune servitude
Auberives-en-Royan	OA	477	Boisé	Carte communale - Aucune servitude
Auberives-en-Royan	OA	472	Agricole - Boisé	Carte communale - Aucune servitude
Auberives-en-Royan	OA	473	Boisé	Carte communale - Aucune servitude

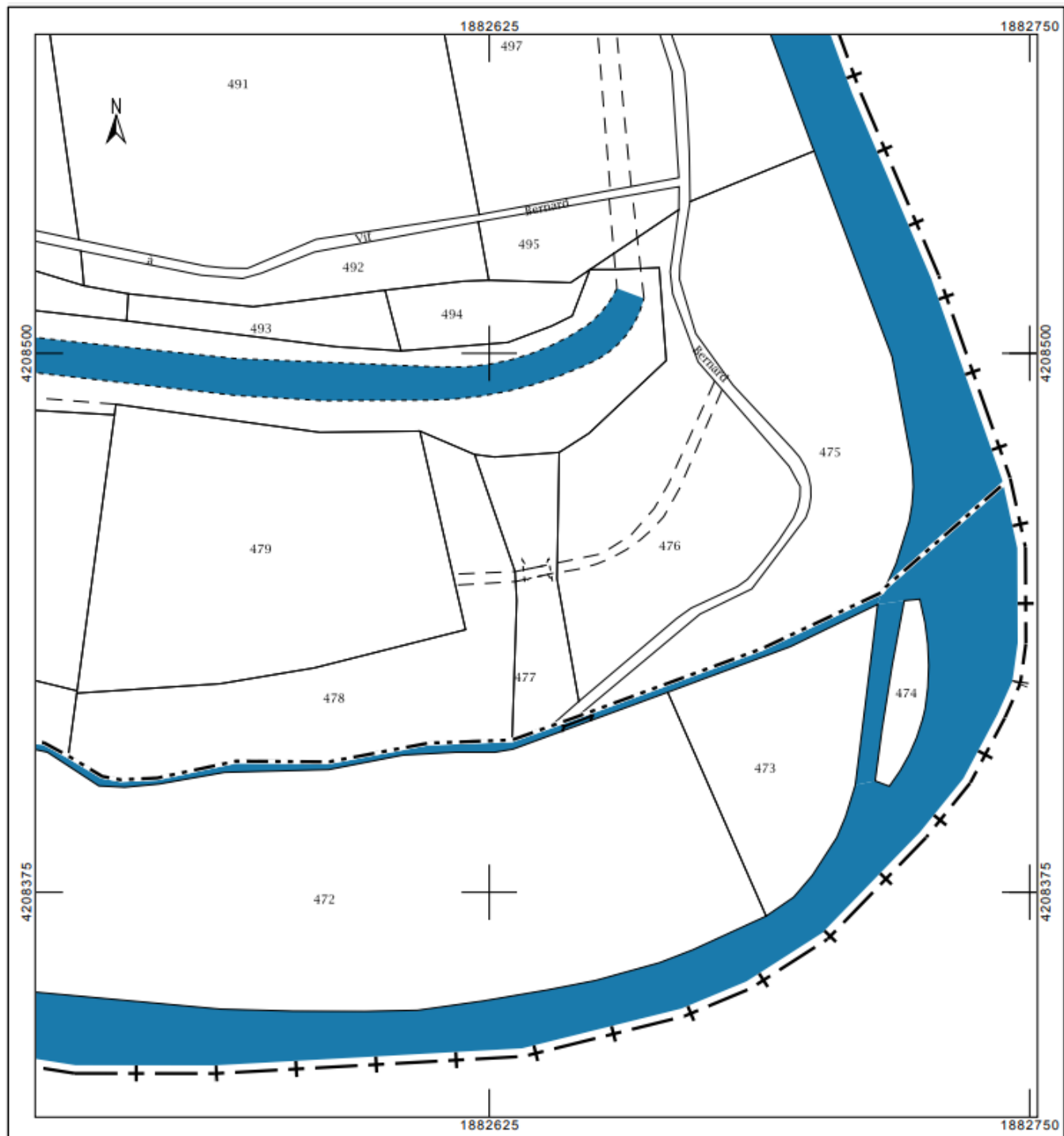


Figure 17 : Extrait du plan cadastral (Source : Cadastre.gouv.fr)

## Note d'analyse foncière

Avant-projet des ouvrages de délestage du Canal de la Bourne



Figure 18 : Extrait du plan de photo aérienne (Source : Géoportail)

## Note d'analyse foncière

Avant-projet des ouvrages de délestage du Canal de la Bourne

### 3 SOLUTIONS A METTRE EN ŒUVRE RELATIVES A LA MAITRISE FONCIERE

#### 3.1 Ouvrages de délestage

Afin de mener à bien la réalisation des travaux d'aménagement des 2 ouvrages de délestage rappelés ci-dessous et permettre leur bonne exploitation,

- Délestage du Tarze sur la commune d'Auberives en Royans (entre les PK 3443 et 3445) ;
- Délestage de la Bourne sur la commune de Saint Just-de-Claix (entre les PK 8038 et 8076, en amont immédiat de l'aqueduc de Saint-Nazaire).

Il est conseillé au Syndicat d'Irrigation Drômois, Maître d'Ouvrage d'avoir la maîtrise foncière via l'acquisition des parcelles cadastrées suivantes :

Commune	Références cadastrales		Superficie
	Section	Numéro	
Auberives-en-Royans	OA	34	2 630 m <sup>2</sup>
Saint Just-de-Claix	ZI	196	590 m <sup>2</sup>
Saint Just-de-Claix	ZI	197a	3 330 m <sup>2</sup>
Saint Just-de-Claix	ZI	197b	
TOTAL A ACQUERIR			6 550 m <sup>2</sup>

#### 3.2 Ouvrages de surverse

Rappelons qu'il est prévu d'envisager des zones de surverses à deux endroits distincts :

- Surverse en amont du tunnel du Servant sur la commune d'Auberives en Royans (entre les PK 2079 et 2103) ;
- Surverse en aval du tunnel Odier sur la commune de Saint Just-de-Claix (entre les PK 6147 et 6172).

Afin de faire face d'une part, aux conséquences des apports pluviaux dans le canal et d'autre part, aux événements accidentels (effondrement dans un tunnel, chute d'un véhicule dans le canal, chute d'arbres dans le canal, glissement de terrains dans le canal), **les surverses sont amenés à permettre un déversement des eaux dans les rivières du Tarze et de la Bourne entraînant conséquemment une mise en eau (inondation) de plusieurs parcelles répertoriées aux Paragraphes 2.3 & 2.4 du présent dossier.**

Afin de s'assurer de la bonne exploitation de ces parcelles, il est conseillé au Syndicat d'Irrigation Drômois, Maître d'Ouvrage, de grever les parcelles concernées par cette inondabilité d'une servitude d'utilité publique : **Servitude PM4 : Servitudes relatives aux zones de rétention d'eau, aux zones de mobilité des cours d'eau et aux zones dites stratégiques pour la gestion de l'eau.**

Le descriptif de cette servitude est précisé en Paragraphe 4 du présent dossier.

La liste des parcelles potentiellement concernés par la mise en place de cette servitude est présentée ci-après.

Commune	Références cadastrales	
	Section	Numéro
Auberives-en Royan	OA	439
Auberives-en Royan	OA	441

## Note d'analyse foncière

### Avant-projet des ouvrages de délestage du Canal de la Bourne

---

Auberives-en Royan	OA	442
Auberives-en Royan	OA	443
Auberives-en Royan	OA	444
Auberives-en Royan	OA	445
Auberives-en Royan	OA	446 (Nord-Ouest)
Saint-Just-de-Claix	OD	309
Saint-Just-de-Claix	OD	310
Saint-Just-de-Claix	OD	311
Saint-Just-de-Claix	OD	312
Saint-Just-de-Claix	OD	313
Saint-Just-de-Claix	OD	314
Saint-Just-de-Claix	OD	315
Saint-Just-de-Claix	OD	318
Saint-Just-de-Claix	OD	319
Saint-Just-de-Claix	OD	320
Saint-Just-de-Claix	OD	321
Saint-Just-de-Claix	OD	322
Saint-Just-de-Claix	OD	323
Saint-Just-de-Claix	OD	325
Saint-Just-de-Claix	OD	326
Saint-Just-de-Claix	OD	550 (Ouest)
Saint-Just-de-Claix	OD	659 (Nord)
Saint-Just-de-Claix	OD	901 (Nord-Ouest)

### 3.3 Déversoirs

Rappelons qu'un déversoir historique est situé en rive gauche du canal, en aval immédiat du tunnel des Falaises est situé entre les PK 1048 et 1150.

Afin de faire face d'une part, aux conséquences des apports pluviaux dans le canal et d'autre part, aux événements accidentels (effondrement dans un tunnel, chute d'un véhicule dans le canal, chute d'arbres dans le canal, glissement de terrains dans le canal), **des surverses sont amenés à permettre un déversement des eaux dans la rivière de la Bourne entraînant conséquemment une mise en eau (inondation) de plusieurs parcelles répertoriées au Paragraphe 2.5 du présent dossier.**

Afin de s'assurer de la bonne exploitation de ces parcelles, il est conseillé au Syndicat d'Irrigation Drômois, Maître d'Ouvrage, de grever les parcelles concernées par cette inondabilité d'une servitude

## Note d'analyse foncière

Avant-projet des ouvrages de délestage du Canal de la Bourne

---

d'utilité publique : **Servitude PM4 : Servitudes relatives aux zones de rétention d'eau, aux zones de mobilité des cours d'eau et aux zones dites stratégiques pour la gestion de l'eau.**

Le descriptif de cette servitude est précisé en Paragraphe 4 du présent dossier.

La liste des parcelles potentiellement concernés par la mise en place de cette servitude est présentée ci-après.

Commune	Références cadastrales	
	Section	Numéro
Auberives-en Royan	OA	472
Auberives-en Royan	OA	473

*NOTA : La parcelle n° 477 est propriété du Syndicat d'Irrigation Drômois. Par voie de conséquence, il n'est pas jugé opportun de grever cette parcelle d'une servitude dans la mesure où le foncier est maîtrisé. Néanmoins, cette parcelle devra être entretenue, au même titre que les autres, afin que l'écoulement puisse se faire sans embâcles.*



## 4 SERVITUDE PM4 : SERVITUDES RELATIVES AUX ZONES DE RETENTION D'EAU, AUX ZONES DE MOBILITE DES COURS D'EAU ET AUX ZONES DITES STRATEGIQUES POUR LA GESTION DE L'EAU

### 4.1 Définition

Les terrains riverains d'un cours d'eau ou de la dérivation d'un cours d'eau, ou situés dans leur bassin versant, ou dans une zone estuarienne peuvent être grevées d'une servitude d'utilité publique ayant un ou plusieurs des objets suivants :

- **Création de zones de rétention temporaire des eaux de crues ou de ruissellement, par des aménagements permettant d'accroître artificiellement leur capacité de stockage de ces eaux, afin de réduire les crues ou les ruissellements dans des secteurs situés en aval ;**
- **Création ou restauration des zones de mobilité du lit mineur d'un cours d'eau en amont des zones urbanisées dans des zones dites " zones de mobilité d'un cours d'eau ", afin de préserver ou de restaurer ses caractères hydrologiques et géomorphologiques essentiels ;**
- **Préservation ou restauration des zones humides dites "zones stratégiques pour la gestion de l'eau" délimitées par le plan d'aménagement et de gestion durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques d'un schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE).**

Dans ces zones :

- **L'arrêté préfectoral peut identifier les éléments existants ou manquants faisant obstacle à l'objet de la servitude, dont la suppression, la modification ou l'instauration est rendue obligatoire ; une servitude de passage est ouverte aux collectivités publiques intervenant pour l'aménagement, l'entretien ou l'exploitation des installations, travaux ou activités ;**
- **Un droit de délaissement est ouvert au profit des propriétaires des terrains grevés.** Les propriétaires peuvent, dans le même temps, requérir l'acquisition partielle ou totale d'autres parcelles de terrain si l'existence de la servitude compromet leur exploitation ou leur usage dans des conditions similaires à celles existant avant l'institution de la servitude ;
- **Les communes ou les EPCI compétents peuvent instaurer le droit de préemption urbain dans les conditions définies à l'article L. 211-1 du code de l'urbanisme ou déléguer ce droit à la collectivité qui a demandé l'institution de la servitude ;**
- **L'instauration de ces servitudes ouvre droit à indemnités pour les propriétaires de terrains grevés lorsqu'elles créent un préjudice matériel, direct et certain. De même, les dommages matériels touchant les récoltes, les cultures, le cheptel mort ou vif, les véhicules terrestres à moteur et les bâtiments causés par une surinondation liée à une rétention temporaire des eaux dans les zones grevées ouvrent droit à indemnités pour les occupants.**

De plus, dans les zones de rétention temporaire des eaux de crues ou de ruissellement, l'arrêté préfectoral :

- **Peut interdire tout acte de nature à nuire au bon fonctionnement, à l'entretien et à la conservation des ouvrages destinés à permettre l'inondation de la zone ;**
- **Peut soumettre à déclaration préalable les travaux qui, en raison de leur nature, de leur importance ou de leur localisation, sont susceptibles de faire obstacle au stockage ou à l'écoulement des eaux.** Ces travaux sont alors soumis à l'accord du préfet qui statue dans le délai de deux mois pour s'opposer à l'exécution des travaux ou prescrire les modifications nécessaires. Le silence du préfet vaut accord ;
- **Peut soumettre à déclaration préalable les ouvrages qui, en raison de leur nature, de leur importance ou de leur localisation, sont susceptibles de faire obstacle au stockage ou à l'écoulement des eaux.** Le préfet peut, par décision motivée, dans un délai de deux mois à compter de la réception de la déclaration, s'opposer à la réalisation de ces ouvrages ou prescrire les travaux nécessaires. Les travaux de réalisation de ces ouvrages ne peuvent commencer avant l'expiration de ce délai ;

## Note d'analyse foncière

Avant-projet des ouvrages de délestage du Canal de la Bourne

---

- **Fixe les dispositions nécessaires dans un délai déterminé pour évacuer tout engin mobile pouvant provoquer ou subir des dommages.**

Les travaux et ouvrages soumis à autorisation ou à déclaration en application du code de l'urbanisme et qui sont susceptibles, en raison de leur nature, de leur importance ou de leur localisation, de faire obstacle au stockage ou à l'écoulement des eaux, doivent recevoir l'accord du préfet qui dispose d'un délai de deux mois à compter de la réception de la déclaration ou de la demande d'autorisation pour s'opposer à l'exécution des travaux ou prescrire les modifications nécessaires. Le silence du préfet vaut accord.

Lors de l'établissement ou du renouvellement des baux ruraux, l'Etat, les collectivités territoriales ou leurs groupements, ayant acquis des terrains situés dans ces zones de rétention peuvent prescrire au preneur des modes d'utilisation du sol afin de prévenir les inondations ou ne pas aggraver les dégâts potentiels.

### 4.2 Contexte réglementaire

L'une des techniques permettant d'éviter les inondations consiste à limiter, au nom de l'intérêt général, les utilisations possibles de certains terrains publics et privés.

Dans cette optique, la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages a créé la servitude de rétention temporaire des eaux de crue ou de ruissellement (article L. 211-12 II (1°) du code de l'environnement).

Cette servitude permet de sur-inonder certaines zones par le biais d'aménagements spécifiques (barrages, remblais, etc.), afin d'accroître artificiellement leur capacité de stockage des eaux et réduire ainsi les crues ou ruissellements dans des secteurs situés en aval.

**Textes en vigueur : Articles L.211-12, L.211-13 et R.211-96 à R.211-106 du code de l'environnement.**

### 4.3 Autorisation de mettre en œuvre la servitude

L'autorisation de mettre en œuvre la servitude est délivrée :

- Dans l'arrêté d'approbation lorsque la servitude ne nécessite pas de travaux ;
- Après achèvement des travaux (constaté par arrêté préfectoral) lorsque des travaux doivent être réalisés avant de mettre en œuvre la servitude

### 4.4 Procédure d'instauration

Conformément aux dispositions de l'article R.211-96 du code de l'environnement, « *L'enquête publique préalable à l'instauration des servitudes d'utilité publique prévues à l'article L. 211-12 est effectuée dans les conditions fixées par les articles R. 123-1 à R. 123-27.* »

Aussi, le dossier soumis à l'enquête publique comprend (R.211-97) :

- 1° **Une notice explicative** indiquant les raisons pour lesquelles les servitudes sont instituées ;
- 2° Un document indiquant **la nature des sujétions et interdictions qui résultent de ces servitudes et leurs conséquences pour l'environnement**, y compris les éléments mentionnés au VI de l'article L. 211-12 dont la suppression, la modification ou l'instauration est nécessaire, ainsi que le délai imparti pour réaliser cette opération ;
- 3° **Un plan faisant apparaître le périmètre à l'intérieur duquel ces servitudes s'exercent, les parcelles auxquelles elles s'appliquent et l'indication des diverses sujétions résultant des servitudes ;**
- 4° **La liste des propriétaires dont les terrains sont grevés de servitudes ;**
- 5° **Un projet d'arrêté définissant les servitudes ;**
- 6° **Les autres pièces prévues à l'article R. 112-4 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.**

Conformément aux dispositions de l'article R.211-98 du même code, « *Sans préjudice des modalités de publicité de l'ouverture de l'enquête publique prévue aux articles R. 123-1 à R. 123-27, une notification individuelle du dépôt du dossier à la mairie est faite par le bénéficiaire de la servitude, selon les modalités fixées par l'article R. 131-6 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.*

## Note d'analyse foncière

### Avant-projet des ouvrages de délestage du Canal de la Bourne

---

*Les propriétaires auxquels notification a été faite sont tenus de fournir au bénéficiaire de la servitude les indications prévues à l'article R. 131-7 de ce code. »*

*Article R.211-99 : « Après avoir consulté la commission départementale des risques naturels majeurs, le préfet statue sur l'instauration des servitudes par arrêté dans les trois mois à compter du jour de réception en préfecture du dossier de l'enquête transmis par le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête.*

*L'arrêté préfectoral fixe notamment le périmètre et les parcelles frappées de servitudes, les types de travaux ou ouvrages qui sont interdits ou soumis à déclaration en application de l'article L. 211-12 ainsi que le délai d'évacuation des engins mobiles prévu au dernier alinéa du IV de cet article.*

*Pour les travaux et ouvrages autres que ceux soumis à autorisation ou déclaration au titre du code de l'urbanisme, l'arrêté précise les modalités de la déclaration spéciale prévue aux IV et V de l'article L. 211-12, telles que fixées à l'article R. 211-103. »*

*Article R.211-100 : « L'arrêté est notifié aux maires des communes concernées et au bénéficiaire de la servitude. Ce dernier le notifie à chaque propriétaire intéressé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au cas où la résidence du propriétaire est inconnue, la notification de l'acte est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle se trouve la propriété.*

*L'arrêté préfectoral est affiché à la mairie de chacune des communes concernées pendant quinze jours au moins et fait l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département ainsi que d'une mention dans deux journaux locaux »*

*Article R.211-101 : « Si, dans le délai de trois mois à partir de la notification aux propriétaires prévue à l'article R. 211-100, aucun accord n'a pu s'établir sur le montant des indemnités consécutives à l'application des servitudes, le juge de l'expropriation peut être saisi dans les conditions prévues par le livre III du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique. »*